

Madagascar : le premier président issu de la région des Hauts Plateaux

Suite à la contestation pour fraude des résultats de l'élection présidentielle de décembre 2001 qui donnait en tête le président sortant Didier Ratsiraka, en place depuis 23 ans (sauf un intermède de 4 ans entre 1992 et 1996), le candidat Marc Ravalomanana, maire de Tananarive et fondateur de la principale firme agro-alimentaire du pays (Tiko Vita Malagasy), s'autoproclame président de la République en janvier 2002, sous la pression des manifestants de la capitale et avec le consentement des églises. Cette accession à la magistrature suprême d'une personne d'origine Merina, principale ethnie des plateaux du centre de Madagascar, rompt avec la tradition établie jusque-là qui voulait que la présidence malgache revienne à un candidat issu des régions côtières de la Grande Île. La région centrale de l'Imerina a pourtant été le berceau de la monarchie malgache dont l'entreprise d'unification du pays a pris fin avec la conquête coloniale française de 1895.

L'autoproclamation de Marc Ravalomanana comme président élu déclenche avec le pouvoir sortant une crise politique qui vire rapidement à l'affrontement insulaire. Mis en minorité à Tananarive, le président Didier Ratsiraka, originaire du grand port de Tamatave, à l'est du pays, entreprend avec l'aide de ses partisans présents dans les autres grandes villes côtières (Diego Suarez, Mahajunga, Tuléar) un blocus militaire et économique de la capitale. Tananarive, qu'une centralisation des pouvoirs a toujours consacrée comme l'unique centre décisionnel de la Grande Île, connaît alors une pénurie de carburants et de biens de consommation manufacturés. Le blocage des communications et des transports avec les ports de la côte conduit rapidement à l'arrêt total de l'activité économique des nombreuses zones franches de la capitale, désormais dans l'impossibilité d'exporter, via Mahajunga et Tamatave, les productions textiles que des capitaux mauriciens avaient récemment délocalisées à Tananarive, unique métropole multimillionnaire de «l'île continent». En dépit des privations et de l'inflation sur les prix des biens de consommation courants qu'il a pu engendrer, ce siège de la capitale a eu très peu d'incidences sur son ravitaillement en produits agricoles, issus du

maraîchage et de l'élevage. La région des Hauts Plateaux, en raison de son climat tropical tempéré d'altitude, pratique la polyculture intensive et diverses activités agro-alimentaires. L'essor rapide de l'entreprise de produits laitiers «Tiko Vita Malagasy» (6000 personnes en comptabilisant les sociétés filiales), dirigée par Marc Ravalomanana et fortement aidée à ses débuts par la Banque Mondiale et par des firmes scandinaves et américaines, atteste ainsi du développement industriel du secteur agroalimentaire dans cette région. Le blocus militaire et économique s'est révélé de façon paradoxale pénalisant pour les zones côtières, qui se sont trouvées dans l'impossibilité de recevoir un approvisionnement régulier en denrées agricoles et produits frais en provenance des régions centrales. La stratégie du blocus employée par les dirigeants sortants, opposés au président autoproclamé à Tananarive, a révélé l'interdépendance économique entre les



1. La Grande Île

grands ensembles compartimentés, Hauts Plateaux intérieurs, régions littorales et arrière-pays, qui forment l'espace insulaire malgache.

À la fin de mai 2002 et après plusieurs mois de tergiversations, le ralliement de la grande majorité de l'armée régulière au nouveau pouvoir contribue à accélérer la reprise en main par l'État central des régions côtières rebelles. La reconquête se solde par l'exil en France du président sortant Didier Ratsiraka jusque-là replié dans son fief électoral de Tananarive, tandis que son adversaire victorieux Marc Ravalomanana reçoit immédiatement la reconnaissance de la communauté internationale. Les dégâts occasionnés par la stratégie du blocus militaire s'avèrent néanmoins très lourds pour un pays comme Madagascar dont les principaux ouvrages d'art des grandes artères routières ont été détruits ou très endommagés à la suite de dynamitages. La normalisation de la situation entraîne toutefois le déblocage des aides financières internationales suspendues durant la période de crise politique. En juillet 2002, afin de procéder à la remise en état des infrastructures routières mais aussi pour indemniser les investisseurs dans les zones franches de Tananarive, les principaux bailleurs de fonds occidentaux, réunis au sein du Club de Paris, décident d'octroyer à Madagascar un prêt exceptionnel de 2 milliards de dollars.

La victoire du nouveau président symbolise le processus de recomposition des élites dirigeantes à Madagascar. L'accès au pouvoir de Marc Ravalomanana est en effet représentatif de l'émergence politique d'une nouvelle bourgeoisie industrielle, originaire des Hauts Plateaux, et dont l'appartenance à l'église protestante renforce une éthique wébérienne centrée sur les pratiques de l'accumulation des revenus au service des investissements productifs. Cette nouvelle classe dirigeante supprime la bourgeoisie politico-affairiste



2. Une vue sur Tananarive et ses rizières depuis la colline où s'élevait le palais de la reine (cliché Christelle Graveron, 2000)

qu'incarnait l'ancien pouvoir par le contrôle des principales entreprises publiques ou en voie de privatisation, et par le monopole exercé sur les activités d'import-export en liaison avec la minorité indo-pakistanaise, très influente dans le commerce et le transport. Malgré l'ancrage francophone de Madagascar dans l'océan Indien, il n'est pas exagéré de s'attendre à un changement des systèmes d'alliance géostratégiques de la Grande Île. Les principaux représentants du pouvoir aujourd'hui en place à Tananarive apparaissent liés à des réseaux évangéliques d'obédience protestante, ce qui leur permet en retour d'entretenir des relations étroites avec des firmes multinationales originaires des pays où ces courants religieux sont très influents (Allemagne, Pays scandinaves et surtout États-Unis). La probabilité est donc importante de voir évoluer à terme la politique extérieure des nouvelles autorités malgaches vers un rééquilibrage de leurs relations entre la France, ancienne puissance coloniale, et les pays de l'Europe du Nord ou les pays anglo-saxons et leurs milieux d'affaires. – **Jean-Marc Zuliani**

Pour en savoir plus grâce à Internet

http://www.sas.upenn.edu/African_Studies/Country_Specific/Madagascar.html

<http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/geos/ma.html>

Le premier de ces sites (en anglais) est un recueil de liens sur Madagascar. Il propose en particulier la deuxième adresse qui rassemble des données statistiques sur le pays (la plupart sont des estimations de 1999 ou 2001). On apprend ainsi que les 0-14 ans représentent 45% d'une population estimée à près de 16 millions, et les plus de 65 ans, seulement 3,21%. Le taux d'alphabétisation est élevé, avec 80% des plus de 15 ans sachant lire et écrire. Avec une croissance démographique d'environ 3% par an et malgré une croissance économique évaluée à 5%, la majeure partie de la population vit sous le seuil de pauvreté. Confrontée aux baisses du prix des produits agricoles sur le marché international, aux politiques économiques aventureuses des années passées et aux remous intérieurs, Madagascar doit faire appel largement à l'aide internationale – **Cécile Gaudin**